

2. Aperçu de l'Inde

a) Population

L'Inde vient au deuxième rang mondial pour sa population, évaluée à environ 930 millions d'habitants. De ce nombre, 250 millions appartiennent à la classe moyenne et 40 millions à la classe supérieure dominante. Ensemble, ces personnes représentent un marché potentiel qui fait neuf fois la taille de la population canadienne totale. Bien que la majeure partie de la population ne puisse toujours pas se permettre d'acheter des produits pharmaceutiques aux prix du marché (certains médicaments de base sont fabriqués par des sociétés d'État subventionnées à l'intention des personnes des classes défavorisées), les Indiens de la classe moyenne et supérieure représentent un marché lucratif. Et pourtant, ils sont souvent les oubliés du commerce international.

Actuellement, l'Inde ne consacre que 0,5 % environ de son produit intérieur brut aux soins de santé, comparativement à 9 % pour le Canada. Si la croissance économique devait rester aussi vigoureuse, on pourrait s'attendre à une augmentation des dépenses au titre des soins de santé, en termes absolus comme en proportion du PIB. De fait, ces dépenses ont augmenté de 20 % par année en moyenne entre 1992 et 1995, tandis que le PIB connaissait une croissance réelle de 4,9 % au cours de la même période (l'inflation s'établissait à un taux moyen de 10 %). À mesure que de plus en plus d'Indiens joindront les rangs de la classe moyenne et réussiront à satisfaire leurs principaux besoins, les soins de santé se classeront parmi leurs priorités à cet égard. Pour de plus amples renseignements sur le commerce de ce type de produits, voir la section ayant pour titre « Ventes du secteur pharmaceutique » (page 7).

b) Politique économique

En vue d'attirer les investissements étrangers et de stimuler la croissance économique intérieure, l'Inde a commencé à libéraliser ses politiques économiques en 1991. Pour encourager les entreprises étrangères à investir ou accroître leurs investissements en Inde, le gouvernement a mis en place des réformes axées sur une réduction des contrôles de l'État sur la production, le commerce et l'investissement. En conséquence, le PIB réel de l'économie indienne a progressé de 4,3 % en 1991-1992 et 1992-1993 et de 6,2 % en 1994-1995. Le ministère indien du Commerce prévoit des taux de croissance entre 6 % et 8 % jusqu'à la fin de la décennie.

Voici quelques caractéristiques des nouvelles politiques relatives à l'investissement étranger :

Dans plusieurs secteurs clés dont le secteur pharmaceutique, on autorisera automatiquement les demandes de participation étrangère au capital-actions ne dépassant pas 51 % (part minimale de 40 %). Ces demandes sont normalement